



Monsieur le président de la République tunisienne,

Nous, leaders d'organisations syndicales de plusieurs pays, sommes solidaires avec l'Union générale tunisienne du travail et condamnons sans réserve les campagnes de dénigrement contre l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) ainsi que la répression et les attaques dont les responsables syndicaux font l'objet en Tunisie.

Notre solidarité, comme celle exprimée par Esther Lynch lors de sa visite en Tunisie, dans un contexte de régression des droits économiques et sociaux, de recule du dialogue social et d'érosion des droits et libertés pour les travailleuses et travailleurs tunisiens, est un devoir.

Notre solidarité, comme celle communiquée par la Confédération syndicale internationale, alors qu'une vague de répression sans précédent s'abat sur l'UGTT qui se voit empêchée d'agir, est une obligation. Alors que la situation économique et sociale en Tunisie se mue en crise aggravée par vos choix politiques exige l'implication de tous, vous avez fait le choix de suspendre le dialogue social et de ne pas respecter les accords signés par votre gouvernement.

Notre solidarité, comme celle transmise par des organisations syndicales à travers le monde, est en cohérence avec notre histoire et celle du mouvement syndical mondial, dont la solidarité est une valeur intrinsèque qui ne reconnaît fort heureusement pas les frontières. Nous étions solidaires de l'UGTT en 1952 après le lâche assassinat du leader syndical Farhat Hached puis tout au long du combat que l'organisation a mené pour l'indépendance de la

Tunisie. Nous l'étions aussi en 1978 lors des événements du jeudi noir et la répression qui s'en est suivie, puis en 1985 et en 2008 avec les révoltes du bassin minier et jusqu'à la révolution de 2011.

De même, l'UGTT dont l'histoire est riche de son internationalisme a toujours répondu présente lorsque sa solidarité était requise. L'UGTT était à nos côtés lors de conflits sociaux, dans les luttes contre les gouvernements ou mouvements d'extrême-droite et pour un nombre d'entre nous dans les combats pour la démocratie ou pour la libération des peuples.

Monsieur le président, vous ne disqualifierez pas notre solidarité avec les syndicalistes tunisiens en la désignant comme une ingérence dans les affaires tunisiennes. Le respect des droits humains, dont le droit de réunion pacifique, le droit à la liberté d'expression et le droit de faire grève pour ne citer que ceux-là, sont des droits universels garantis par les instruments internationaux.

Nous n'avons que trop souvent vu, lors de dérives autocratiques, des dirigeants se cacher derrière l'argument de la souveraineté pour isoler et museler les voix dissonantes brisant au passage les forces vives de leur pays. C'est parce que nous souhaitons les que les droits des travailleuses et travailleurs tunisiens soient garantis que nous ne fermerons les yeux sur aucune violation et que nous réaffirmons notre inconditionnelle solidarité de l'UGTT.

Monsieur le président, la révolution tunisienne est la seule dans la région à avoir accouché d'une démocratie en devenir. Vos dernières attaques contre les syndicalistes et les journalistes mettent à mal tous les acquis de la révolution et risquent d'enterrer toute lueur d'espoir, non seulement pour les Tunisiens, mais pour tous les peuples de la région qui aspirent à la démocratie, la justice et la liberté.

Monsieur le président, nul ne peut gouverner seul. Le dialogue, qui a valu au Quartet le prix Nobel de la paix en 2015 et à la Tunisie un processus démocratique pacifique, est la seule voie de sortie de la crise. L'UGTT est une organisation qui a beaucoup apporté à la Tunisie tout au long de son histoire moderne et c'est une chance pour le pays et pour ses citoyens. Vous ne pouvez pas rester sourd aux revendications et propositions légitimes des partenaires sociaux pour une sortie de la crise respectueuse des tunisiennes et des tunisiens.

Shaher Saed

Président de la Confédération arabe des syndicats
Secrétaire général PGFTU - Palestine

Laurent Berger

Président de la Confédération européenne des Syndicats
Secrétaire général de la CFDT – France

Rafael Freire

Secrétaire général de la Confédération syndicale des Amériques

Antonio Lisboa

Vice-président de la Confédération syndicale internationale

Yasmin Fahimi

Présidente DGB – Allemagne

Hugo Godoy

Secrétaire général de la CTA Autonoma – Argentine

Thierry Bodson
Président FGTB – Belgique

Thusang Butale
Secrétaire général BFTU- Botswana

Francisco Maltès
Président CUT - Colombie

Mamadou Soro
Secrétaire Général CSH – Côte d’Ivoire

Pépé Álvarez
Secrétaire général UGT – Espagne

Maurizio Landini
Secrétaire général CGIL – Italie

Peggy Hessen Følsvik
Présidente LO – Norvège

Beene Joy
Secrétaire général ZCTU - Zambie

Anselme Amoussou
Secrétaire général CSA – Bénin

Sergio Nobre
Président CUT – Brésil

Kyeung-soo Yang
Président KCTU, Corée du Sud

Unai Sordo
Secrétaire général CC.OO – Espagne

Philippe Martinez
Secrétaire général CGT - France

Joe Ajaero
Président NLC - Nigéria

Magali Picard
Présidente FTQ – Québec